



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2016

Publication : 15/12/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2016.12/25

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 12 décembre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	5
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **14 décembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 décembre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Valérie **LEDOUX** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absente excusée

Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Karine **LOUISET** est désignée Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 12 décembre 2016

2016.12/25

SPORTS – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ENTE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET L'ASSOCIATION GROUPE MONTIVILLON DE TENNIS - ADOPTION

M. Jean-Luc GONFROY, Adjoint au Maire.– Depuis le 24 avril 1982, l'association GMT bénéficie d'une mise à disposition sur un terrain communal cadastré AD 964 route de Cauville, rue Henri Matisse à MONTIVILLIERS, pour les besoins de son activité de loisir de pratique du tennis, d'installations spécifiques dévolues à son objet social : 3 courts de tennis couverts dont un double, 3 courts extérieurs, un club house et un mur d'entraînement.

Ces ouvrages et installations sont la propriété de la commune de MONTIVILLIERS.

A la date des présentes, la mise à disposition des immeubles susmentionnés est réglée entre les parties par une convention du 30 mars 2006.

La commune de MONTIVILLIERS devant réaliser des travaux de rénovation et mise aux normes des installations, il y a lieu en ces circonstances de revoir les conditions d'occupation de l'association occupante.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

CONSIDERANT

- la nécessité de redéfinir les conditions d'occupations des locaux par l'association Groupe Montivillon de Tennis

VU l'avis de la commission municipale des sports du 2 décembre 2016,

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire chargé des sports;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **d'autoriser Monsieur Le Maire** à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'association Groupe Montivillon de Tennis.

Monsieur le Maire invite les personnes intéressées à l'affaire au sens de l'article L 2131-11 du CGCT à ne pas prendre part au vote et à sortir de la salle.

Les personnes suivantes sortent de la salle pendant les débats et le vote : Virginie LAMBERT, Sophie CAPELLE, Frédéric PATROIS.

Mr Gilles LEBRETON reste dans la salle mais ne prend pas part au débat.

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 20 Voix Pour.

11 ne prennent pas part au vote : Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI (pouvoir à J.Dubost), Gilles BELLIERE, Gilles LEBRETON, Alexandre MORA (pouvoir à V. Lambert), Virginie LAMBERT, Sophie CAPELLE, Frédéric PATROIS.

1 Abstention : Aurélien LECACHEUR

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
Art. L. 2122-1 et suivants du code général
de la propriété des personnes publiques (CG3P)

Entre les soussignés :

La commune de MONTIVILLIERS, représentée par son Maire en exercice domicilié en cette qualité en l'Hôtel de Ville Place François MITTERRAND, 76290 MONTIVILLIERS,

Ci-après désignée « LE PROPRIETAIRE »

D'une part

Et

L'Association GROUPE MONTIVILLON DE TENNIS, dite GMT, représentée par son Président en exercice, domicilié en cette qualité Route de Cauville 76290 MONTIVILLIERS.

Ci-après désignée par « L'OCCUPANT »

D'autre part

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Depuis le 24 avril 1982 l'association GMT bénéficie d'une mise à disposition sur un terrain communal cadastré AD 964 route de Cauville, rue Henri Matisse à MONTIVILLIERS, pour les besoins de son activité de loisir de pratique du tennis, d'installations spécifiques dévolues à son objet social : 3 courts de tennis couverts dont un double, 3 courts extérieurs, un club house et un mur d'entraînement.

Ces ouvrages et installations sont la propriété de la commune de MONTIVILLIERS.

A la date des présentes, la mise à disposition des immeubles susmentionnés est réglée entre les parties par une convention du 30 mars 2006.

La commune de MONTIVILLIERS devant réaliser des travaux de rénovation et mise aux normes des installations, il y a lieu en ces circonstances de revoir les conditions d'occupation de l'association occupante.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'OCCUPANT est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable le terrain et ses installations décrites en préambule en vue de l'activité de loisir du tennis afin de lui permettre de l'utiliser dans les conditions ci-après désignées.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le PROPRIETAIRE aurait à recouvrer en totalité cette partie de son domaine public pour des raisons inhérentes aux missions de service public que lui assignent les lois et règlements, les parties conviennent que le PROPRIETAIRE sera tenu de respecter un préavis d'un an à compter du 1^{er} octobre de l'année en cours correspondant au début de l'année sportive, notifié à l'OCCUPANT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 1 bis : DOMANIALITE PUBLIQUE

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

En conséquence, l'OCCUPANT ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété civile ou commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation et à quelque autre droit.

Article 2 : MISE A DISPOSITION ET DESCRIPTIF

L'ensemble immobilier visé par l'occupation concerne 3 courts de tennis couverts dont un double, 3 courts extérieurs, un club house et un mur d'entraînement se trouvant sur la parcelle cadastrée AD 964 route de Cauville à MONTIVILLIERS.

Le GMT met à disposition de la commune de MONTIVILLIERS à titre gratuit pour la pratique et l'initiation du tennis scolaire à l'exclusion de toute autre activité, les courts extérieurs 1 et 2 pendant les horaires scolaires et selon un planning préétabli entre les enseignants d'EPS et le GMT. Le GMT met également à disposition à titre gratuit le court 4 couvert pour les besoins de l'UNSS, selon réservation avec préavis de 3 semaines.

Ponctuellement et moyennant l'accord préalable du GMT, les courts non réservés pourront être utilisés par des scolaires.

La commune fournira au GMT le planning prévisionnel des heures de mise à disposition ; les heures laissées libres seront rendues à destination du GMT.

Pour ces prestations mises à disposition, l'encadrement et le matériel ne seront pas à la charge de l'occupant.

En cas de dégradations importantes imputables aux scolaires l'OCCUPANT pourra remettre en cause cette utilisation et une solution devra être trouvée avec la commune de MONTIVILLIERS.

Article 3 : DUREE

La présente convention est autorisée **pour une durée de 15 années**, elle prend effet dès sa signature et se substitue à même date à la convention du 30 mars 2006.

La domanialité publique des biens exclut une tacite reconduction mais il est précisé que la présente convention pourra être renouvelée.

Article 4 : CHARGES ET CONDITIONS

La présente autorisation est en outre consentie et acceptée sous les charges et conditions générales suivantes :

a) L'OCCUPANT reconnaît prendre en occupation les locaux dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux, sans pouvoir exiger du PROPRIETAIRE leur réhabilitation. L'OCCUPANT en assure l'entretien normal, à l'exclusion de leur remise aux normes ERP non prévue au présent acte. Un tableau clarifiant les tâches incombant aux parties est joint à la présente convention.

b) L'OCCUPANT déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les locaux occupés, à l'exclusion de tout autre.

c) L'OCCUPANT sera responsable de toutes réparations qui seraient nécessitées par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel ou de ses adhérents.

d) L'OCCUPANT ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit du PROPRIETAIRE.

En cas d'autorisation, les travaux devront être exécutés sous la surveillance du PROPRIETAIRE.

Tous les embellissements, améliorations et installations faites par l'occupant dans les lieux resteront à la fin du présent bail, la propriété de la commune de MONTIVILLIERS.

Un état des lieux contradictoire est dressé et annexé en début d'occupation et sera régularisé en fin d'occupation. Les rapports DEKRA d'installations électriques et de diagnostic sur ouvrage existant de septembre 2016 sont annexés à la présente convention.

La présente convention est conclue *intuitu personae*. L'OCCUPANT précaire ne peut céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Article 5 : REDEVANCE.

En application des dispositions de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation est consentie gratuitement au bénéfice de l'OCCUPANT en tant qu'association à but non lucratif concourant par son activité à la satisfaction d'un intérêt général ainsi qu'à assurer la conservation du domaine public occupé,

Article 6 : RESILIATION

Sous réserves des motifs et modalités de résiliation ou de suspension de plein droit détaillés ci-dessous, la présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties pour tout motif moyennant un préavis d'un an à compter du 1^{er} octobre de l'année en cours correspondant au début de l'année sportive notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

1) La résiliation ou la suspension sont encourues de plein droit dans les hypothèses suivantes :

a) A l'initiative du PROPRIETAIRE :

☐ Suspension :

La présente convention est suspendue de plein droit par le PROPRIETAIRE, par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la durée de la suspension, dans les cas suivants :

- Nécessité de procéder à des travaux.
- Manifestation exceptionnelle.

☐ Résiliation :

La présente convention est résiliée de plein droit par le PROPRIETAIRE, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- Motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public.
- Non-respect de la présente convention.
- Dissolution ou liquidation judiciaire de l'association occupante.
- Cessation par l'occupant pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition.
- Condamnation pénale de l'occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité.
- Changement d'affectation ou utilisation différente même provisoire, sauf accord des parties.

La résiliation intervient après le respect d'un préavis d'un an à compter du 1^{er} octobre de l'année en cours correspondant au début de l'année sportive.

A défaut de justification par l'OCCUPANT de la souscription des assurances mentionnées à l'article 8 au 1^{er} janvier de chaque année, ou sur demande du PROPRIETAIRE, la résiliation intervient de plein droit et sans délai après mise en demeure restée infructueuse de justifier dans le délai de quinze jours des assurances requises.

b) A l'initiative de l'occupant :

La présente convention peut être résiliée de plein droit sur l'initiative de l'OCCUPANT, par lettre recommandée avec accusé de réception précisant la date d'effet de la résiliation, dans les cas suivants :

- Cessation par l'OCCUPANT pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition,
- Condamnation pénale de l'occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité,
- Refus ou retrait des autorisations réglementaires nécessaires à l'exercice de ses activités,

2) Effets de la résiliation ou de la suspension de la convention :

La suspension ou la résiliation à l'initiative de la commune n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité ou à un quelconque dédommagement. L'occupant ne peut invoquer aucun droit au maintien dans les lieux.

Article 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Article 8 : ASSURANCES

Il appartient à l'OCCUPANT de contracter les assurances destinées à garantir sa responsabilité civile professionnelle auprès d'une compagnie d'assurances solvable.

L'OCCUPANT doit justifier au 1^{er} janvier de chaque année et sur toute demande qui pourrait lui en être faite de ce qu'il est couvert par les assurances susmentionnées.

En aucun cas, la Ville de MONTIVILLIERS ne pourra être rendue responsable des dégâts ou accidents pouvant survenir de cas fortuits, imprévus ou de force majeure.

Article 9 : RECLAMATIONS PAR DES TIERS OU CONTRE DES TIERS

L'OCCUPANT devra faire son affaire personnelle à ses risques et périls et frais, sans que le PROPRIETAIRE puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs ou trépidations, causés par lui ou par appareils lui appartenant.

Article 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui ne pourraient pas faire l'objet d'un règlement amiable, sont soumises à la juridiction compétente.

Article 11 : FRAIS D'ENREGISTREMENT

Si une des parties souhaite procéder à l'enregistrement de la présente convention, les frais correspondants sont à sa charge.

Fait à MONTIVILLIERS le

Pour la commune de MONTIVILLIERS
Et selon délibération du conseil municipal en date du 12 décembre 2016

Pour le GMT, son Président, dûment habilité :

ENTRETIEN NORMAL GMT					
Désignation des tâches	GMT	MAIRIE	Estim coût	Periodicité	
nettoyage annuel des courts en béton poreux		x		1	
entretien des grillages et portes des courts extérieurs		X		1	
rénovation des courts en béton poreux		X			
remplacement des chaises d'arbitre	X				
entretien poteaux des filets	X				
remplacement des trânes et balais	X				
remplacement des filets, sangles et piquets de simple	X				
réfection des lignes des courts deux fois par an	X			2	
- chargement en terre des courts en Terbal (4/6/7), 4 fois par an	X			4	
achat terres des courts + chlorure de calcium (1 fois par an)	X			1	
remplacement des bâches de fond de court et filet de séparation	X				
changement des 480 néons et starters, 1 fois tous les trois ans		X			
entretien des serrures	X				
entretien des toitures club house et courts		X		1	
espaces verts : pelouse, arbres (feuilles/élagage), arbustes (entretien), espaces gravillonnés (à goudronner), désherbage, entretien des talus					
balayage courts extérieurs	X	X			
entretien des bardages et façades		X		1	
entretien des menuiseries et ferronneries (grilles fenêtres) ; et ensemble des portes du club		X		1	
entretien de l'arrosage automatique et réparations		X			
entretien des réseaux eaux usées ensemble du site		X		1	
entretien réseaux eaux pluviales ensemble du site		X		1	
entretien peintures intérieures/extérieures club house		X		1	
entretien douches, sanitaires (petit entretien courant)	X				
entretien changement ampoule accessible sans outil	X				
reproduction des clefs club (sauf changement badges)	X				
peintures des rampes des accès		X		1	
entretien des bancs extérieurs	X			1	
entretien des clôtures du club + grille accès principal		X		1	
maintenance réseaux eaux courts intérieurs		X		1	
entretien des locaux (technicienne de surface)	X				
contrôle réglementaires électricité		X		1	
contrôle réglementaires extincteurs		X		1	
contrôle réglementaires alarme incendie		X		1	
contrôle alarmes anti intrusion	X			1	